01001032805970016

4111

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ — Αρ. Φύλλου 103

28 Μαΐου 1997

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2502

Κύρωση της Ευρωπαϊκής Σύμβασης για την άσκηση των δικαιωμάτων των παιδιών.

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ.1 του Συντάγματος η Ευρωπαική Σύμβαση για την άσκηση των δικαιωμάτων των παιδιών, που υπογράφηκε στο Στρασβούργο στις 25 Ιανουαρίου 1996, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική και σε μετάφραση στην ελληνική γλώσσα έχει ως εξής:

Convention européenne sur l'exercice des droits des enfants

Préambule

Les Etats membres du Conseil de l'Europe et les autres Etats, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres;

Tenant compte de la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant et en particulier de l'article 4 qui exige que les Etats Parties prennent toutes les mesures législatives, administratives et autres qui sont nécessaires pour mettre en œuvre les droits reconnus dans ladite Convention;

Prenant note du contenu de la Recommandation 1121 (1990) de l'Assemblée parlementaire, relative aux droits des enfants;

Convaincus que les droits et les intérêts supérieurs des enfants devraient être promus et qu'à cet effet les enfants devraient avoir la possibilité d'exercer ces droits, en particulier dans les procédures familiales les intéressant;

Reconnaissant que les enfants devraient recevoir des informations pertinentes afin que leurs droits et leurs intérêts supérieurs puissent être promus, et que l'opinion de ceux-là doit être dûment prise en considération;

Reconnaissant l'importance du rôle des parents dans la protection et la promotion des droits et des intérêts supérieurs de leurs enfants et considérant que les Etats devraient, le cas échéant, également prendre part à celles-là;

Considérant, toutefois, que, en cas de conflit, il est opportun que les familles essayent de trouver un accord avant de porter la question devant une autorité judiciaire,

Sont convenus de ce qui suit:

Chapitre I – Champ d'application et objet de la Convention, et définitions

Article 1 – Champ d'application et objet de la Convention

1 La présente Convention s'applique aux enfants qui n'ont pas atteint l'âge de 18 ans.

2 L'objet de la présente Convention vise à promouvoir, dans l'intérêt supérieur des enfants, leurs droits, à leur accorder des droits procéduraux et à en faciliter l'exercice en veillant à ce qu'ils puissent, eux-mêmes, ou par l'intermédiaire d'autres personnes ou organes, être informés et autorisés à participer aux procédures les intéressant devant une autorité judiciaire.

3 Aux fins de la présente Convention, les procédures intéressant les enfants devant une autorité judiciaire sont des procédures familiales, en particulier celles relatives à l'exercice des responsabilités parentales, s'agissant notamment de la résidence et du droit de visite à l'égard des enfants.

4 Tout Etat doit, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, au moins trois catégories de litiges familiaux devant une autorité judiciaire auxquelles la présente Convention a vocation à s'appliquer.

5 Toute Partie peut, par déclaration additionnelle, compléter la liste des catégories de litiges familiaux auxquelles la présente Convention a vocation à s'appliquer ou fournir toute information relative à l'application des articles 5, 9, paragraphe 2, 10, paragraphe 2, et 11.

6 La présente Convention n'empêche pas les Parties d'appliquer des règles plus favorables à la promotion et à l'exercice des droits des enfants.

Article 2 – Définitions

Aux fins de la présente Convention, l'on entend par:

a «autorité judiciaire», un tribunal ou une autorité administrative ayant des compétences équivalentes;

b «détenteurs des responsabilités parentales», les parents et autres personnes ou organes habilités à exercer tout ou partie des responsabilités parentales;

c «représentant», une personne, telle qu'un avocat, ou un organe nommé pour agir auprès d'une autorité judiciaire au nom d'un enfant;

d «informations pertinentes», les informations appropriées, eu égard à l'âge et au discernement de l'enfant, qui lui seront fournies afin de lui permettre d'exercer pleinement ses droits, à moins que la communication de telles informations ne nuise à son bien-être.

Chapitre II – Mesures d'ordre procédural pour promouvoir l'exercice des droits des enfants

A. Droits procéduraux d'un enfant

Article 3 – Droit d'être informé et d'exprimer son opinion dans les procédures

Un enfant qui est considéré par le droit interne comme ayant un discernement suffisant, dans les procédures l'intéressant devant une autorité judiciaire, se voit conférer les droits suivants, dont il peut lui-même demander à bénéficier:

a recevoir toute information pertinente;

b être consulté et exprimer son opinion;

c être informé des conséquences éventuelles de la mise en pratique de son opinion et des conséquences éventuelles de toute décision.

Article 4 – Droit de demander la désignation d'un représentant spécial

1 Sous réserve de l'article 9, l'enfant a le droit de demander, personnellement ou par l'intermédiaire d'autres personnes ou organes, la désignation d'un représentant spécial dans les procé-

dures l'intéressant devant une autorité judiciaire, lorsque le droit interne prive les détenteurs des responsabilités parentales de la faculté de représenter l'enfant en raison d'un conflit d'intérêts avec celui-là.

2 Les Etats sont libres de prévoir que le droit visé au paragraphe 1 ne s'applique qu'aux seuls enfants considérés par le droit interne comme ayant un discernement suffisant.

Article 5 – Autres droits procéduraux possibles

Les Parties examinent l'opportunité de reconnaître aux enfants des droits procéduraux supplémentaires dans les procédures intéressant les enfants devant une autorité judiciaire, en particulier:

a le droit de demander à être assistés par une personne appropriée de leur choix afin de les aider à exprimer leur opinion;

b le droit de demander eux-mêmes, ou par l'intermédiaire d'autres personnes ou organes, la désignation d'un représentant distinct, dans les cas appropriés, un avocat;

c le droit de désigner leur propre représentant;

d le droit d'exercer tout ou partie des prérogatives d'une partie à de telles procédures.

B. Rôle des autorités judiciaires

Article 6 – Processus décisionnel

Dans les procédures intéressant un enfant, l'autorité judiciaire, avant de prendre toute décision, doit:

a examiner si elle dispose d'informations suffisantes afin de prendre une décision dans l'intérêt supérieur de celui-là et, le cas échéant, obtenir des informations supplémentaires, en particulier de la part des détenteurs de responsabilités parentales;

b lorsque l'enfant est considéré par le droit interne comme ayant un discernement suffisant:

- s'assurer que l'enfant a reçu toute information pertinente;
- consulter dans les cas appropriés l'enfant personnellement, si nécessaire en privé, elle-même ou par l'intermédiaire d'autres personnes ou organes, sous une forme appropriée à son discernement, à moins que ce ne soit manifestement contraire aux intérêts supérieurs de l'enfant;
- permettre à l'enfant d'exprimer son opinion;

c tenir dûment compte de l'opinion exprimée par celui-ci.

Article 7 – Obligation d'agir promptement

Dans les procédures intéressant un enfant, l'autorité judiciaire doit agir promptement pour éviter tout retard inutile. Des procédures assurant une exécution rapide de ses décisions doivent y concourir. En cas d'urgence, l'autorité judiciaire a, le cas échéant, le pouvoir de prendre des décisions qui sont immédiatement exécutoires.

Article 8 – Possibilité d'autosaisine

Dans les procédures intéressant un enfant, l'autorité judiciaire a le pouvoir, dans les cas déterminés par le droit interne où le bien-être de l'enfant est sérieusement menacé, de se saisir d'office.

Article 9 – Désignation d'un représentant

1 Dans les procédures intéressant un enfant, lorsqu'en vertu du droit interne les détenteurs des responsabilités parentales se voient privés de la faculté de représenter l'enfant à la suite d'un conflit d'intérêts avec lui, l'autorité judiciaire a le pouvoir de désigner un représentant spécial pour celui-là dans de telles procédures.

2 Les Parties examinent la possibilité de prévoir que, dans les procédures intéressant un enfant, l'autorité judiciaire ait le pouvoir de désigner un représentant distinct, dans les cas appropriés, un avocat, pour représenter l'enfant.

C. Rôle des représentants

Article 10

1 Dans le cas des procédures intéressant un enfant devant une autorité judiciaire, le représentant doit, à moins que ce ne soit manifestement contraire aux intérêts supérieurs de l'enfant:

a fournir toute information pertinente à l'enfant, si ce dernier est considéré par le droit interne comme ayant un discernement suffisant;

b fournir des explications à l'enfant, si ce dernier est considéré par le droit interne comme ayant un discernement suffisant, relatives aux conséquences éventuelles de la mise en pratique de son opinion et aux conséquences éventuelles de toute action du représentant;

c déterminer l'opinion de l'enfant et la porter à la connaissance de l'autorité judiciaire.

2 Les Parties examinent la possibilité d'étendre les dispositions du paragraphe 1 aux détenteurs des responsabilités parentales.

D. Extension de certaines dispositions

Article 11

Les Parties examinent la possibilité d'étendre les dispositions des articles 3, 4 et 9 aux procédures intéressant les enfants devant d'autres organes ainsi qu'aux questions intéressant les enfants indépendamment de toute procédure.

E. Organes nationaux

Article 12

1 Les Parties encouragent, par l'intermédiaire d'organes qui ont, entre autres, les fonctions visées au paragraphe 2, la promotion et l'exercice des droits des enfants.

2 Ces fonctions sont les suivantes:

a faire des propositions pour renforcer le dispositif législatif relatif à l'exercice des droits des enfants;

b formuler des avis sur les projets de législation relatifs à l'exercice des droits des enfants;

c fournir des informations générales concernant l'exercice des droits des enfants aux médias, au public et aux personnes ou organes s'occupant des questions relatives aux enfants;

d rechercher l'opinion des enfants et leur fournir toute information appropriée.

F. Autres mesures

Article 13 – Médiation et autres méthodes de résolution des conflits

Afin de prévenir ou de résoudre les conflits, et d'éviter des procédures intéressant les enfants devant une autorité judiciaire, les Parties encouragent la mise en œuvre de la médiation ou de toute autre méthode de résolution des conflits et leur utilisation pour conclure un accord, dans les cas appropriés déterminés par les Parties.

Article 14 – Aide judiciaire et conseil juridique

Lorsque le droit interne prévoit l'aide judiciaire ou le conseil juridique pour la représentation des enfants dans les procédures les intéressant devant une autorité judiciaire, de telles dispositions s'appliquent aux questions visées aux articles 4 et 9.

Article 15 – Relations avec d'autres instruments internationaux

La présente Convention ne fait pas obstacle à l'application d'autres instruments internationaux qui traitent de questions spécifiques à la protection des enfants et des familles, auxquels une Partie à la présente Convention est, ou devient, Partie.

Chapitre III – Comité permanent

Article 16 – Mise en place et fonctions du Comité permanent

1 Il est constitué, aux fins de la présente Convention, un Comité permanent.

2 Le Comité permanent suit les problèmes relatifs à la présente Convention. Il peut, en particulier:

a examiner toute question pertinente relative à l'interprétation ou à la mise en œuvre de la Convention. Les conclusions du Comité permanent relatives à la mise en œuvre de la Convention peuvent revêtir la forme d'une recommandation; les recommandations sont adoptées à la majorité des trois quarts des voix exprimées;

b proposer des amendements à la Convention et examiner ceux formulés conformément à l'article 20;

c fournir conseil et assistance aux organes nationaux exerçant les fonctions visées au paragraphe 2 de l'article 12, ainsi que promouvoir la coopération internationale entre ceux-là.

Article 17 – Composition

1 Toute Partie peut se faire représenter au sein du Comité permanent par un ou plusieurs délégués. Chaque Partie dispose d'une voix.

2 Tout Etat visé à l'article 21, qui n'est pas Partie à la présente Convention, peut être représenté au Comité permanent par un observateur. Il en va de même pour tout autre Etat ou pour la Communauté européenne, après invitation à adhérer à la Convention, conformément aux dispositions de l'article 22.

3 A moins qu'une Partie, un mois au minimum avant la réunion, n'ait informé le Secrétaire Général de son objection, le Comité permanent peut inviter à participer en tant qu'observateur à toutes les réunions ou à tout ou partie d'une réunion:

- tout Etat non visé au paragraphe 2 ci-dessus ;
- le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies ;
- la Communauté européenne ;
- tout organisme international gouvernemental ;
- tout organisme international non gouvernemental poursuivant une ou plusieurs des fonctions visées au paragraphe 2 de l'article 12 ;
- tout organisme national, gouvernemental ou non gouvernemental, exerçant une ou plusieurs des fonctions visées au paragraphe 2 de l'article 12.

4 Le Comité permanent peut échanger des informations avec les organisations appropriées œuvrant pour l'exercice des droits des enfants.

Article 18 – Réunions

1 A l'issue de la troisième année qui suit la date d'entrée en vigueur de la présente Convention et, à son initiative, à tout autre moment après cette date, le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe invitera le Comité permanent à se réunir.

2 Le Comité permanent ne peut prendre de décision qu'à la condition qu'au moins la moitié des Parties soit présente.

3 Sous réserve des articles 16 et 20, les décisions du Comité permanent sont prises à la majorité des membres présents.

4 Sous réserve des dispositions de la présente Convention, le Comité permanent établit son règlement intérieur et le règlement intérieur de tout groupe de travail qu'il constitue pour remplir toutes les tâches appropriées dans le cadre de la Convention.

Article 19 –Rapports du Comité permanent

Après chaque réunion, le Comité permanent transmet aux Parties et au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe un rapport relatif à ses discussions et aux décisions prises.

Chapitre IV – Amendements à la Convention

Article 20

1 Tout amendement aux articles de la présente Convention, proposé par une Partie ou par le Comité permanent, est communiqué au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et transmis par ses soins, deux mois au moins avant la réunion suivante du Comité permanent, aux Etats membres du Conseil de l'Europe, à tout signataire, à toute Partie, à tout Etat invité à signer la présente Convention, conformément aux dispositions de l'article 21, et à tout Etat, ou à la Communauté européenne, qui a été invité à y adhérer conformément aux dispositions de l'article 22.

2 Tout amendement proposé conformément aux dispositions du paragraphe précédent est examiné par le Comité permanent, qui soumet le texte adopté à la majorité des trois quarts des voix exprimées à l'approbation du Comité des Ministres. Après son approbation, ce texte est communiqué aux Parties en vue de son acceptation.

3 Tout amendement entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un mois après la date à laquelle toutes les Parties auront informé le Secrétaire Général qu'elles l'ont accepté.

Chapitre V – Clauses finales

Article 21 – Signature, ratification et entrée en vigueur

1 La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe et des Etats non membres qui ont participé à son élaboration.

2 La présente Convention sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3 La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle trois Etats, incluant au moins deux Etats membres du Conseil de l'Europe, auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention, conformément aux dispositions du paragraphe précédent.

4 Pour tout Etat qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par la Convention, celle-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 22 – Etats non membres et Communauté européenne

1 Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra, de sa propre initiative ou sur proposition du Comité permanent, et après consultation des Parties, inviter tout Etat non membre du Conseil de l'Europe qui n'a pas participé à l'élaboration de la Convention, ainsi que la Communauté européenne, à adhérer à la présente Convention par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20, alinéa d, du Statut du Conseil de l'Europe, et à l'unanimité des voix des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité des Ministres.

2 Pour tout Etat adhérent ou la Communauté européenne, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 23 – Application territoriale

1 Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le territoire ou les territoires au(x)quel(s) s'appliquera la présente Convention.

2 Toute Partie peut, à tout moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration, dont elle assure les relations internationales ou pour lequel elle est habilitée à stipuler. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.

3 Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne le ou les territoire(s) désigné(s) dans cette déclaration, par notification adressée au

Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 24 – Réserves

Aucune réserve à la présente Convention ne peut être formulée.

Article 25 – Dénonciation

1 Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2 La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 26 – Notifications

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil, à tout signataire, à toute Partie et à tout autre Etat, ou à la Communauté européenne, qui a été invité à adhérer à la présente Convention :

a toute signature ;

b le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;

c toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention, conformément à ses articles 21 ou 22 ;

d tout amendement adopté conformément à l'article 20 et la date à laquelle cet amendement entre en vigueur ;

e toute déclaration formulée en vertu des dispositions des articles 1 et 23 ;

f toute dénonciation faite en vertu des dispositions de l'article 25 ;

g tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le 25 janvier 1996, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe, aux Etats non membres qui ont participé à l'élaboration de la présente Convention, à la Communauté européenne et à tout Etat invité à adhérer à la présente Convention.

ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΣΥΜΒΑΣΗ ΓΙΑ ΤΗΝ ΑΣΚΗΣΗ ΤΩΝ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΩΝ ΤΩΝ ΠΑΙΔΙΩΝ

ΠΡΟΟΙΜΙΟ

Τα Κράτη-μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης και τα άλλα Κράτη που υπογράφουν την παρούσα Σύμβαση,

ΘΕΩΡΩΝΤΑΣ ότι ο σκοπός του Συμβουλίου της Ευρώπης είναι να πραγματοποιήσει μια στενότερη ένωση μεταξύ των μελών του,

ΛΑΜΒΑΝΟΝΤΑΣ ΥΠΟΨΗ τη Σύμβαση των Ηνωμένων Εθνών πάνω στα δικαιώματα του παιδιού και ειδικότερα το άρθρο 4 που απαιτεί από τα Συμβαλλόμενα Κράτη να λάβουν όλα τα νομοθετικά, διοικητικά και άλλα μέτρα που είναι αναγκαία για την εφαρμογή των δικαιωμάτων που αναγνωρίζονται στη Σύμβαση αυτή,

ΣΗΜΕΙΩΝΟΝΤΑΣ το περιεχόμενο της Σύστασης 1121 (1990) της Κοινοβουλευτικής Συνέλευσης, σχετικά με τα δικαιώματα των παιδιών,

ΕΧΟΝΤΑΣ ΤΗΝ ΠΕΠΟΙΘΗΣΗ ότι τα ύψιστα δικαιώματα και συμφέροντα των παιδιών θα πρέπει να προωθούνται και ότι προς το σκοπό αυτόν τα παιδιά θα πρέπει να έχουν τη δυνατότητα να ασκούν τα δικαιώματα αυτά, ειδικότερα στις οικογενειακές διαδικασίες που τα αφορούν,

ΑΝΑΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ ότι τα παιδιά θα πρέπει να λαμβάνουν τις κατάλληλες πληροφορίες έτσι ώστε να μπορούν να προωθηθούν τα ύψιστα δικαιώματα και συμφέροντά τους, και ότι η γνώμη τους πρέπει να λαμβάνεται κανονικά υπόψη,

ΑΝΑΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ τη σημασία του ρόλου των γονέων στην προστασία και την προώθηση των ύψιστων δικαιωμάτων και συμφερόντων των παιδιών τους και θεωρώντας ότι τα Κράτη θα πρέπει, ενδεχομένως, να λαμβάνουν επίσης μέρος σ' αυτές,

ΘΕΩΡΩΝΤΑΣ πάντως ότι, σε περίπτωση σύγκρουσης, είναι σκόπιμο να προσπαθούν οι οικογένειες να επιτύχουν μία συμφωνία πριν να εισαγάγουν το ζήτημα ενώπιον μιας δικαστικής αρχής,

ΣΥΜΦΩΝΗΣΑΝ ΤΑ ΑΚΟΛΟΥΘΑ:

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Ι
ΠΕΔΙΟ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ ΚΑΙ ΑΝΤΙΚΕΙΜΕΝΟ ΤΗΣ ΣΥΜΒΑΣΗΣ ΚΑΙ ΟΡΙΣΜΟΙ

Άρθρο 1
Πεδίο εφαρμογής και αντικείμενο της Σύμβασης

1. Η παρούσα Σύμβαση εφαρμόζεται στα παιδιά που δεν έχουν φθάσει την ηλικία των 18 ετών.

2. Το αντικείμενο της παρούσας Σύμβασης στοχεύει στην προώθηση, προς το ύψιστο συμφέρον των παιδιών, τα δικαιώματά τους, στο να τους παράσχει διαδικαστικά δικαιώματα και στο να διευκολύνει την άσκησή τους φροντίζοντας ώστε να μπορούν, τα ίδια ή μέσω άλλων προσώπων ή οργάνων, να πληροφορούνται και να έχουν την άδεια να συμμετέχουν στις διαδικασίες που τους ενδιαφέρουν ενώπιον μιας δικαστικής αρχής.

3. Για τους σκοπούς της παρούσας Σύμβασης, οι διαδικασίες που αφορούν τα παιδιά ενώπιον μιας δικαστικής αρχής είναι οικογενειακές διαδικασίες, και ειδικότερα αυτές που σχετίζονται με την άσκηση των γονικών ευθυνών, όταν πρόκειται ιδιαίτερα για την κατοικία και το δικαίωμα επίσκεψης (επικοινωνίας) ως προς τα παιδιά.

4. Οποιοδήποτε Κράτος οφείλει, τη στιγμή της υπογραφής ή τη στιγμή της κατάθεσης του εγγράφου του της επικύρωσης, της αποδοχής, της έγκρισης ή της προσχώρησης, να καθορίσει, με δήλωση που απευθύνεται προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, τουλάχιστον τρεις κατηγορίες οικογενειακών διαφορών ενώπιον μιας δικαστικής αρχής, στις οποίες η παρούσα Σύμβαση προορίζεται να εφαρμοσθεί.

5. Οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί, με πρόσθετη δήλωση, να συμπληρώσει τον κατάλογο των κατηγοριών των οικογενειακών διαφορών στις οποίες η παρούσα Σύμβαση προορίζεται να εφαρμοσθεί ή να παράσχει οποιαδήποτε πληροφορία σχετικά με την εφαρμογή των άρθρων 5, 9, παράγραφος 2, 10 παράγραφος 2, και 11.

6. Η παρούσα Σύμβαση δεν εμποδίζει τα Συμβαλλόμενα Μέρη να εφαρμόζουν τους κανόνες που είναι ευνοϊκότεροι για την προώθηση και για την άσκηση των δικαιωμάτων των παιδιών.

Άρθρο 2
Ορισμοί

Για τους σκοπούς της παρούσας Σύμβασης, ο όρος:

α. "δικαστική αρχή", σημαίνει ένα δικαστήριο ή μια διοικητική αρχή που έχει αντίστοιχες αρμοδιότητες,

β. "κάτοχοι γονικών ευθυνών", σημαίνει οι γονείς και τα άλλα πρόσωπα ή όργανα που έχουν το δικαίωμα να ασκούν το σύνολο ή μέρος των γονικών ευθυνών,

γ. "αντιπρόσωπος", σημαίνει ένα πρόσωπο, όπως ένας δικηγόρος ή ένα όργανο που έχει διορισθεί να ενεργεί ενώπιον μιας δικαστικής αρχής στο όνομα ενός παιδιού,

δ. "κατάλληλες πληροφορίες", σημαίνει οι πληροφορίες που είναι κατάλληλες, λαμβανομένων υπόψη της ηλικίας και της κρίσης του παιδιού, για να του παρασχεθούν έτσι ώστε να του επιτρέψουν να ασκήσει πλήρως τα δικαιώματά του, εκτός αν η κοινοποίηση τέτοιων πληροφοριών βλάπτει την ευτυχία του.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙ
ΜΕΤΡΑ ΔΙΑΔΙΚΑΣΤΙΚΗΣ ΤΑΞΕΩΣ ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΩΘΗΣΗ ΤΗΣ ΑΣΚΗΣΗΣ ΤΩΝ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΩΝ ΤΩΝ ΠΑΙΔΙΩΝ

Α. ΔΙΑΔΙΚΑΣΤΙΚΑ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΑ ΤΟΥ ΠΑΙΔΙΟΥ

Άρθρο 3
Δικαίωμα στην πληροφόρηση και στην έκφραση της γνώμης κατά τις διαδικασίες

Σε ένα παιδί που θεωρείται από το εσωτερικό δίκαιο ότι έχει επαρκή κρίση, στις διαδικασίες που το αφορούν ενώπιον μιας δικαστικής αρχής, παρέχονται τα ακόλουθα δικαιώματα, την απόλαυση των οποίων μπορεί να ζητήσει και το ίδιο:

α. να λάβει οποιαδήποτε κατάλληλη πληροφορία,

β. να ερωτάται και να εκφράζει τη γνώμη του,

γ. να πληροφορείται για τις ενδεχόμενες συνέπειες της θέσης σε εφαρμογή της γνώμης του και για τις ενδεχόμενες συνέπειες οποιασδήποτε απόφασης.

Άρθρο 4
Δικαίωμα αίτησης του διορισμού ενός ειδικού αντιπροσώπου

1. Υπό την επιφύλαξη του άρθρου 9, το παιδί έχει το δικαίωμα να ζητήσει, αυτοπροσώπως ή μέσω άλλων προσώπων ή οργάνων, το διορισμό ενός ειδικού αντιπροσώπου για τις διαδικασίες που το αφορούν ενώπιον μιας δικαστικής αρχής, όταν το εσωτερικό δίκαιο στερεί τους κατόχους γονικών ευθυνών από τη δυνατότητα να εκπροσωπήσουν το παιδί εξαιτίας μιας σύγκρουσης συμφερόντων με αυτό.

2. Τα Κράτη είναι ελεύθερα να προβλέψουν ότι το δικαίωμα που αναφέρεται στην παράγραφο 1 δεν εφαρμόζεται παρά μόνο στα παιδιά που θεωρούνται από το εσωτερικό δίκαιο ότι έχουν επαρκή κρίση.

Άρθρο 5
Άλλα δυνατά διαδικαστικά δικαιώματα

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη εξετάζουν τη σκοπιμότητα να αναγνωρίσουν στα παιδιά πρόσθετα διαδικαστικά δικαιώματα στις διαδικασίες που αφορούν τα παιδιά ενώπιον μιας δικαστικής αρχής, και ειδικότερα:

α. το δικαίωμα να ζητήσουν τη συνδρομή από ένα κατάλληλο πρόσωπο της επιλογής τους για να τα βοηθήσει να εκφράσουν τη γνώμη τους,

β. το δικαίωμα να ζητήσουν τα ίδια ή μέσω άλλων προσώπων ή οργάνων το διορισμό ενός διακεκριμένου αντιπροσώπου, στις κατάλληλες περιπτώσεις, ενός δικηγόρου,

γ. το δικαίωμα να διορίζουν το δικό τους αντιπρόσωπο,

δ. το δικαίωμα να ασκούν εν όλω ή εν μέρει τα προνόμια ενός μέρους σε τέτοιες διαδικασίες.

Β. ΡΟΛΟΣ ΤΩΝ ΔΙΚΑΣΤΙΚΩΝ ΑΡΧΩΝ

Άρθρο 6
Αποφασιστική διαδικασία

Στις διαδικασίες που αφορούν ένα παιδί, η δικαστική αρχή, πριν να λάβει οποιαδήποτε απόφαση, οφείλει:

α. να εξετάσει αν διαθέτει επαρκείς πληροφορίες για να λάβει μία απόφαση προς το ύψιστο συμφέρον του και, ενδεχομένως, να λάβει συμπληρωματικές πληροφορίες, ειδικότερα από την πλευρά των κατόχων γονικών ευθυνών,

β. όταν το παιδί θεωρείται από το εσωτερικό δίκαιο ότι έχει μία επαρκή κρίση:

- να εξασφαλίσει ότι το παιδί έχει λάβει οποιαδήποτε χρήσιμη πληροφορία,
- να ρωτήσει στις κατάλληλες περιπτώσεις το παιδί προσωπικά, εν ανάγκη κατ' ιδίαν, η ίδια ή μέσω άλλων προσώπων ή οργάνων, με μία μορφή κατάλληλη προς την κρίση του, εκτός αν αυτή είναι εμφανώς αντίθετη προς τα ύψιστα συμφέροντα του παιδιού,
- να επιτρέψει στο παιδί να εκφράσει τη γνώμη του,

γ. να λάβει νόμιμα υπόψη τη γνώμη που εκφράστηκε από αυτό.

Άρθρο 7
Υποχρέωση ταχείας ενέργειας

Στις διαδικασίες που αφορούν ένα παιδί, η δικαστική αρχή οφείλει να ενεργεί ταχέως για να αποφύγει οποιαδήποτε άσκοπη καθυστέρηση. Οι διαδικασίες που εξασφαλίζουν μία ταχεία εκτέλεση των αποφάσεών της πρέπει να συνδράμουν προς την κατεύθυνση αυτή. Σε περίπτωση επείγοντος, η δικαστική αρχή έχει, ανάλογα με την περίπτωση, την εξουσία να λάβει αποφάσεις που είναι άμεσα εκτελεστές.

Άρθρο 8
Δυνατότητα αυτεπάγγελτης ενέργειας

Στις διαδικασίες που αφορούν ένα παιδί, η δικαστική αρχή έχει την εξουσία, στις περιπτώσεις που καθορίζονται από το εσωτερικό δίκαιο και που απειλείται σοβαρά η ευτυχία του παιδιού, να επιληφθεί αυτεπαγγέλτως.

Άρθρο 9
Διορισμός ενός αντιπροσώπου

1. Στις διαδικασίες που αφορούν ένα παιδί, όταν δυνάμει του εσωτερικού δικαίου οι κάτοχοι των γονικών ευθυνών στερούνται της δυνατότητας να αντιπροσωπεύουν το παιδί λόγω μιας σύγκρουσης συμφερόντων με αυτό, η δικαστική αρχή έχει την εξουσία να διορίσει έναν ειδικό αντιπρόσωπο γι' αυτό και για τις διαδικασίες αυτές.

2. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη εξετάζουν τη δυνατότητα να προβλέψουν ότι, στις διαδικασίες που αφορούν ένα παιδί, η δικαστική αρχή θα έχει την εξουσία να διορίσει ένα διακεκριμένο αντιπρόσωπο, στις κατάλληλες περιπτώσεις, ένα δικηγόρο, για να αντιπροσωπεύει το παιδί.

Γ. ΡΟΛΟΣ ΤΩΝ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΩΝ

Άρθρο 10

1. Στην περίπτωση των διαδικασιών που αφορούν ένα παιδί ενώπιον μιας δικαστικής αρχής, ο αντιπρόσωπος οφείλει, εκτός αν αυτό είναι εμφανώς αντίθετο προς τα ύψιστα συμφέροντα του παιδιού:

α. να παρέχει οποιαδήποτε κατάλληλη πληροφορία στο παιδί, αν το τελευταίο θεωρείται από το εσωτερικό δίκαιο ότι έχει επαρκή κρίση,

β. να παρέχει εξηγήσεις στο παιδί, αν το τελευταίο θεωρείται από το εσωτερικό δίκαιο ότι έχει επαρκή κρίση, σχετικά με τις ενδεχόμενες συνέπειες της θέσης σε εφαρμογή της γνώμης του και με τις ενδεχόμενες συνέπειες οποιασδήποτε ενέργειας του αντιπροσώπου,

γ. να προσδιορίζει τη γνώμη του παιδιού και να τη φέρει σε γνώση της δικαστικής αρχής.

2. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη εξετάζουν τη δυνατότητα να επεκτείνουν τις διατάξεις της παραγράφου 1 προς τους κατόχους γονικών ευθυνών.

Δ. ΕΚΤΑΣΗ ΟΡΙΣΜΕΝΩΝ ΔΙΑΤΑΞΕΩΝ

Άρθρο 11

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη εξετάζουν τη δυνατότητα να

επεκτείνουν τις διατάξεις των άρθρων 3, 4 και 9 στις διαδικασίες που αφορούν τα παιδιά ενώπιον άλλων οργάνων, καθώς και στα ζητήματα που αφορούν τα παιδιά ανεξάρτητα από οποιαδήποτε διαδικασία.

Ε. ΕΘΝΙΚΑ ΟΡΓΑΝΑ

Άρθρο 12

1. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη ενθαρρύνουν, μέσω οργάνων που έχουν, μεταξύ άλλων, τα καθήκοντα που προβλέπονται στην παράγραφο 2, την προώθηση και την άσκηση των δικαιωμάτων των παιδιών.

2. Τα καθήκοντα αυτά είναι τα ακόλουθα:

α. η διατύπωση προτάσεων για την ενίσχυση του νομοθετικού μηχανισμού που σχετίζεται με την άσκηση των δικαιωμάτων των παιδιών,

β. η διατύπωση γνώμης πάνω στα νομοσχέδια που σχετίζονται με την άσκηση των δικαιωμάτων των παιδιών,

γ. η παροχή γενικών πληροφοριών αναφορικά με την άσκηση των δικαιωμάτων των παιδιών στα μέσα μαζικής ενημέρωσης, στο κοινό και στα πρόσωπα ή τα όργανα που ασχολούνται με ζητήματα σχετικά με τα παιδιά,

δ. η διερεύνηση της γνώμης των παιδιών και η παροχή οποιασδήποτε κατάλληλης πληροφορίας προς αυτά.

ΣΤ. ΑΛΛΑ ΜΕΤΡΑ

Άρθρο 13

Διαιτησία και άλλες μέθοδοι επίλυσης των διαφορών

Για να προλάβουν ή να επιλύσουν τις διαφορές και να αποφύγουν τις διαδικασίες που αφορούν τα παιδιά ενώπιον μιας δικαστικής αρχής, τα Συμβαλλόμενα Μέρη ενθαρρύνουν τη θέση σε εφαρμογή της διαιτησίας ή οποιασδήποτε άλλης μεθόδου επίλυσης των διαφορών και τη χρησιμοποίησή τους για την επίτευξη μιας συμφωνίας, στις κατάλληλες περιπτώσεις που καθορίζονται από τα Συμβαλλόμενα Μέρη.

Άρθρο 14

Δικαστική αρωγή και νομικός σύμβουλος

Όταν το εσωτερικό δίκαιο προβλέπει τη δικαστική αρωγή ή το νομικό σύμβουλο για την αντιπροσώπευση των παιδιών στις διαδικασίες που τα αφορούν ενώπιον μιας δικαστικής αρχής, οι διατάξεις αυτές εφαρμόζονται στα ζητήματα που αναφέρονται στα άρθρα 4 και 9.

Άρθρο 15

Σχέσεις με άλλες διεθνείς συμβάσεις

Η παρούσα Σύμβαση δεν αποτελεί εμπόδιο στην εφαρμογή άλλων διεθνών συμβάσεων που αναφέρονται σε ειδικά ζητήματα προστασίας των παιδιών και των οικογενειών, στις οποίες ένα Συμβαλλόμενο Μέρος στην παρούσα Σύμβαση είναι ή καθίσταται συμβαλλόμενο μέρος.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ III
ΜΟΝΙΜΗ ΕΠΙΤΡΟΠΗ

Άρθρο 16

Εγκατάσταση και καθήκοντα της Μόνιμης Επιτροπής

1. Για τους σκοπούς της παρούσας Σύμβασης, συστήνεται μία Μόνιμη Επιτροπή.

2. Η Μόνιμη Επιτροπή παρακολουθεί τα προβλήματα που σχετίζονται με την παρούσα Σύμβαση. Αυτή μπορεί ειδικότερα:

α. Να εξετάζει οποιοδήποτε κατάλληλο ζήτημα σχετικό με την ερμηνεία ή την εφαρμογή της Σύμβασης. Οι προτάσεις της Μόνιμης Επιτροπής σχετικά με την εφαρμογή της Σύμβασης μπορούν να πάρουν τη μορφή μιας σύστασης. Οι συστάσεις υιοθετούνται με την πλειοψηφία των τριών τετάρτων των εκπεφρασμένων ψήφων.

β. Να προτείνει τροποποιήσεις στη Σύμβαση και να εξετάζει αυτές που διατυπώνονται σύμφωνα με το άρθρο 20.

γ. Να παρέχει συμβουλές και βοήθεια στα εθνικά όργανα ασκώντας τα καθήκοντα που αναφέρονται στην παράγραφο 2 του άρθρου 12, καθώς και να προωθεί τη διεθνή συνεργασία μεταξύ τους.

Άρθρο 17

Σύνθεση

1. Οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να αντιπροσωπεύεται μέσα στη Μόνιμη Επιτροπή από έναν ή περισσότερους αντιπροσώπους. Έκαστο Συμβαλλόμενο Μέρος διαθέτει μία ψήφο.

2. Οποιοδήποτε Κράτος που αναφέρεται στο άρθρο 21, που δεν είναι συμβαλλόμενο στην παρούσα Σύμβαση, μπορεί να αντιπροσωπεύεται στη Μόνιμη Επιτροπή από έναν παρατηρητή. Το ίδιο ισχύει για οποιοδήποτε άλλο Κράτος ή για την Ευρωπαϊκή Ένωση, μετά από πρόσκληση να προσχωρήσει στη Σύμβαση, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 22.

3. Εκτός αν ένα Συμβαλλόμενο Μέρος, ένα μήνα τουλάχιστον πριν από τη σύνοδο, ενημερώσει το Γενικό Γραμματέα για την αντίρρησή του, η Μόνιμη Επιτροπή μπορεί να καλέσει να συμμετάσχει ως παρατηρητής σε όλες τις συνεδριάσεις ή στο σύνολο ή σε μέρος μιας συνεδρίασης:

- οποιοδήποτε Κράτος που δεν αναφέρεται στην παράγραφο 2 πιο πάνω,
- την Επιτροπή των δικαιωμάτων του παιδιού των Ηνωμένων Εθνών,
- την Ευρωπαϊκή Κοινότητα,
- οποιονδήποτε κυβερνητικό διεθνή οργανισμό,
- οποιονδήποτε μη κυβερνητικό διεθνή οργανισμό που επιδιώκει ένα ή περισσότερα καθήκοντα από αυτά που αναφέρονται στην παράγραφο 2 του άρθρου 12,
- οποιονδήποτε εθνικό οργανισμό, κυβερνητικό ή μη κυβερνητικό, που ασκεί ένα ή περισσότερα καθήκοντα από αυτά που αναφέρονται στην παράγραφο 2 του άρθρου 12.

4. Η Μόνιμη Επιτροπή μπορεί να ανταλλάσσει πληροφορίες με τις κατάλληλες οργανώσεις που εργάζονται για την άσκηση των δικαιωμάτων των παιδιών.

Άρθρο 18

Συνεδριάσεις

1. Με τη λήξη του τρίτου έτους που ακολουθεί την ημερομηνία έναρξης ισχύος της παρούσας Σύμβασης και, με πρωτοβουλία του, σε οποιαδήποτε στιγμή μετά την ημερομηνία αυτή, ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα καλέσει τη Μόνιμη Επιτροπή να συνεδριάσει.

2. Η Μόνιμη Επιτροπή δεν μπορεί να αποφασίσει παρά μόνο όταν παρευρίσκεται το ήμισυ των Συμβαλλομένων Μερών.

3. Υπό την επιφύλαξη των άρθρων 16 και 20, οι αποφάσεις της Μόνιμης Επιτροπής λαμβάνονται με την πλειοψηφία των παρόντων μελών.

4. Υπό την επιφύλαξη των διατάξεων της παρούσας Σύμβασης, η Μόνιμη Επιτροπή συντάσσει τον εσωτερικό κανονισμό της και τον εσωτερικό κανονισμό οποιασδήποτε ομάδας εργασίας που συστήνει για να εκπληρώσει όλα τα κατάλληλα καθήκοντα μέσα στα πλαίσια της Σύμβασης.

Άρθρο 19
Εκθέσεις της Μόνιμης Επιτροπής

Μετά από κάθε συνεδρίαση, η Μόνιμη Επιτροπή διαβιβάζει στα Συμβαλλόμενα Μέρη και στην Επιτροπή των Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης μία έκθεση σχετικά με τις συζητήσεις και με τις ληφθείσες αποφάσεις.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ IV
ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΕΙΣ ΣΤΗ ΣΥΜΒΑΣΗ

Άρθρο 20

1. Οποιαδήποτε τροποποίηση στα άρθρα της παρούσας Σύμβασης, που θα προταθεί από ένα Συμβαλλόμενο Μέρος ή από τη Μόνιμη Επιτροπή, κοινοποιείται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης και διαβιβάζεται με επιμέλειά του, δύο μήνες τουλάχιστον πριν από την επόμενη συνεδρίαση της Μόνιμης Επιτροπής, στα Κράτη -μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης, σε οποιονδήποτε υπογράψαντα, σε οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Μέρος, σε οποιοδήποτε Κράτος που κλήθηκε να υπογράψει την παρούσα Σύμβαση, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 21, και σε οποιοδήποτε Κράτος, ή στην Ευρωπαϊκή Κοινότητα, που κλήθηκε να προσχωρήσει σ' αυτήν σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 22.

2. Οποιαδήποτε προτεινόμενη τροποποίηση σύμφωνα με τις διατάξεις της προηγούμενης παραγράφου εξετάζεται από τη Μόνιμη Επιτροπή, η οποία υποβάλλει το κείμενο που υιοθετήθηκε με πλειοψηφία των τριών τετάρτων των εκπεφρασμένων ψήφων στην έγκριση της Επιτροπής των Υπουργών. Μετά την έγκρισή του, το κείμενο αυτό κοινοποιείται στα Συμβαλλόμενα Μέρη εν όψει της αποδοχής του.

3. Οποιαδήποτε τροποποίηση θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του μήνα που ακολουθεί τη λήξη μιας περιόδου ενός μήνα από την ημερομηνία κατά την οποία όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα έχουν πληροφορήσει το Γενικό Γραμματέα ότι την έχουν αποδεχθεί.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ V
ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 21
Υπογραφή, επικύρωση και έναρξη ισχύος

1. Η παρούσα Σύμβαση είναι ανοικτή στην υπογραφή των Κρατών - μελών του Συμβουλίου της Ευρώπης και των Κρατών μη μελών που συμμετέσχον στην εκπόνησή της.

2. Η παρούσα Σύμβαση θα υποβληθεί στην επικύρωση, την αποδοχή ή την έγκριση. Τα έγγραφα της επικύρωσης, της αποδοχής ή της έγκρισης κατατίθενται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

3. Η παρούσα Σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του μήνα που ακολουθεί τη λήξη μιας περιόδου τριών μηνών μετά την ημερομηνία κατά την οποία τρία Κράτη, που θα συμπεριλαμβάνουν τουλάχιστο δύο Κράτη - μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης, θα έχουν εκφράσει τη συγκατάθεσή τους να δεσμευθούν με τη Σύμβαση, σύμφωνα με τις διατάξεις της προηγούμενης παραγράφου.

4. Για οποιοδήποτε Κράτος που θα εκφράσει μεταγενέστερα τη συγκατάθεσή του να δεσμευθεί από τη Σύμβαση, αυτή θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του μήνα που ακολουθεί τη λήξη μιας περιόδου τριών μηνών μετά την ημερομηνία της κατάθεσης του εγγράφου της της επικύρωσης, της αποδοχής ή της έγκρισης.

Άρθρο 22
Κράτη μη μέλη και Ευρωπαϊκή Κοινότητα

1. Μετά την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης, η Επιτροπή των Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης θα μπορεί, με δική της πρωτοβουλία ή μετά από πρόταση της Μόνιμης Επιτροπής, και αφού θα έχει συμβουλευτεί τα Συμβαλλόμενα Μέρη, να καλέσει οποιοδήποτε Κράτος μη μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης το οποίο δεν έχει συμμετάσχει στην εκπόνηση της Σύμβασης, καθώς και την Ευρωπαϊκή Κοινότητα, να προσχωρήσει στην παρούσα Σύμβαση με μία απόφαση που λαμβάνεται με την πλειοψηφία που προβλέπεται στο άρθρο 20, εδάφιο δ', του Καταστατικού του Συμβουλίου της Ευρώπης, και με ομοφωνία των ψήφων των αντιπροσώπων των Συμβαλλόμενων Κρατών που έχουν το δικαίωμα να συνεδριάζουν στην Επιτροπή των Υπουργών.

2. Για οποιοδήποτε Κράτος που προσχωρεί ή για την Ευρωπαϊκή Κοινότητα, η Σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του μήνα που ακολουθεί τη λήξη μιας περιόδου τριών μηνών από την ημερομηνία της κατάθεσης του εγγράφου προσχώρησης στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

Άρθρο 23
Εδαφική εφαρμογή

1. Οποιοδήποτε Κράτος μπορεί, τη στιγμή της υπογραφής ή τη στιγμή της κατάθεσης του εγγράφου της της επικύρωσης, της αποδοχής, της έγκρισης ή της προσχώρησης, να καθορίσει το έδαφος ή τα εδάφη στα οποία θα εφαρμοσθεί η παρούσα Σύμβαση.

2. Οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί, ανά πάσα στιγμή στη συνέχεια, με μία δήλωση που απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, να επεκτείνει την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης σε οποιοδήποτε άλλο έδαφος που καθορίζεται μέσα στη δήλωση και το οποίο αυτό εξασφαλίζει τις διεθνείς σχέσεις ή για το οποίο νομιμοποιείται να συμβάλλεται. Η Σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει ως προς το έδαφος αυτό την πρώτη ημέρα του μήνα που ακολουθεί τη λήξη μιας περιόδου τριών μηνών από την ημερομηνία της λήψης της δήλωσης από το Γενικό Γραμματέα.

3. Οποιαδήποτε δήλωση που γίνεται δυνάμει των δύο

προηγούμενων παραγράφων θα μπορεί να ανακληθεί, σε ό,τι αφορά το ή τα εδάφη που καθορίζονται στη δήλωση αυτή, με κοινοποίηση που θα απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα. Η ανάκληση θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του μήνα που ακολουθεί τη λήξη μιας περιόδου τριών μηνών από την ημερομηνία της λήψης της κοινοποίησης από το Γενικό Γραμματέα.

Άρθρο 24
Επιφυλάξεις

Καμία επιφύλαξη στην παρούσα Σύμβαση δεν μπορεί να διατυπωθεί.

Άρθρο 25
Καταγγελία

1. Οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί, ανά πάσα στιγμή, να καταγγείλει την παρούσα Σύμβαση απευθύνοντας μία κοινοποίηση στο Γενικό Γραμματέα ~~του~~ Συμβουλίου της Ευρώπης.

2. Η καταγγελία θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του μήνα που ακολουθεί τη λήξη μιας περιόδου τριών μηνών από την ημερομηνία της λήψης της κοινοποίησης από το Γενικό Γραμματέα.

Άρθρο 26
Κοινοποιήσεις

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα κοινοποιεί στα Κράτη - μέλη του Συμβουλίου, σε οποιονδήποτε υπογράψαντα, σε οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Μέρος και σε οποιοδήποτε άλλο Κράτος, ή στην Ευρωπαική Κοινότητα, το οποίο κλήθηκε να προσχωρήσει στην παρούσα Σύμβαση:

α. οποιαδήποτε υπογραφή,

β. την κατάθεση οποιουδήποτε εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης,

γ. οποιαδήποτε ημερομηνία έναρξης ισχύος της παρούσας Σύμβασης, σύμφωνα με τα άρθρα της 21 και 22,

δ. οποιαδήποτε τροποποίηση που υιοθετείται σύμφωνα με το άρθρο 20 και την ημερομηνία κατά την οποία η τροποποίηση αυτή αρχίζει να ισχύει,

ε. οποιαδήποτε δήλωση που θα διατυπώνεται δυνάμει των διατάξεων των άρθρων 1 και 23,

στ. οποιαδήποτε καταγγελία που γίνεται δυνάμει των διατάξεων του άρθρου 25,

ζ. οποιαδήποτε άλλη πράξη, κοινοποίηση ή επικοινωνία που σχετίζεται με την παρούσα Σύμβαση.

Σε πίστωση του οποίου, οι υπογεγραμμένοι, νόμιμα εξουσιοδοτημένοι προς τούτο, υπέγραψαν την παρούσα Σύμβαση.

Συντάχθηκε στο Στρασβούργο, στις 25 Ιανουαρίου 1996, στα γαλλικά και στα αγγλικά, των δύο κειμένων εχόντων ίση ισχύ, σε ένα μοναδικό αντίτυπο που θα κατατεθεί στα αρχεία του Συμβουλίου της Ευρώπης. Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα κοινοποιήσει επικυρωμένο αντίγραφό της στο καθένα από τα Κράτη - μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης, στα Κράτη μη μέλη που έχουν συμμετάσχει στην εκπόνηση της παρούσας Σύμβασης, στην Ευρωπαική Κοινότητα και σε οποιοδήποτε Κράτος που καλείται να προσχωρήσει στην παρούσα Σύμβαση.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της Σύμβασης που κυρώνεται από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 21 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 20 Μαΐου 1997

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΘΕΟΔ. ΠΑΓΚΑΛΟΣ

ΥΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΠΡΟΝΟΙΑΣ
ΚΩΝΣΤ. ΓΕΙΤΟΝΑΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΕΥΑΓ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 23 Μαΐου 1997

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΥΑΓ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ